

New deal, dissolution, démission d'Emmanuel Macron : y a-t-il un électrochoc susceptible de sauver le président... ET la démocratie française ?



D'après la rédaction du Figaro, Emmanuel Macron aurait évoqué l'hypothèse d'une démission lors d'une visioconférence avec des donateurs, une information démentie par l'Elysée. L'absence d'un groupe central majoritaire partageant une idée commune sur l'avenir de notre pays est-elle dommageable pour notre démocratie ? Quelles solutions pouvons-nous imaginer afin de reconstruire une majorité sociologique en France ?

Avec Christophe Bouillaud
Avec Mathieu Mucherie
Avec Edouard Husson
Avec Philippe Moreau-Chevrolat

Atlantico.fr : New deal, dissolution, démission d'Emmanuel Macron : y a-t-il un électro-choc susceptible de sauver le président... et la démocratie française ?

Mathieu Mucherie : Un défibrillateur serait-il de taille face à un encéphalogramme aussi désespérément plat ? Commençons par dissocier l'homme et le système, même s'il s'agit de l'homme du système. Sauver Toutanmakron ne présente pas en effet un grand intérêt, n'est pas ma priorité dans la vie, et je fais confiance à l'intéressé pour se vendre très efficacement en 2022 (« moi ou le chaos ») et pour trouver ensuite des sinécures quelconques pour les trois ou quatre décennies qui lui resteront à vivre dans les institutions (président du comité de sauvegarde des glaces des pôles ; cf Rocard, Fabius, Moscovici...). Il peut changer de PM (l'actuel ne sert à rien), changer de cap (idem), changer plein de choses, rien ne sauvera ce quinquennat bêtement anxiogène et faussement réformiste. Et maintenant les caisses sont vides, cependant que les élections se rapprochent, le tout avec un chef de la police indigne, avec un système étatique à la limite du nervous breakdown, et un parti au pouvoir qui ne bénéficie d'aucune assise territoriale (c'est-à-dire réelle) même après 3 années de virages, de nominations et de compromissions. Le sort de la démocratie française (ou de ce qu'il en reste) est plus intéressant.

Nous en sommes arrivés à une crise de régime, carrément. La République est à bout de souffle, et pas seulement la cinquième. Trop de pouvoir symbolique et médiatique à l'Elysée, trop de pouvoir administratif et financier sur 300 personnes persuadées d'incarner à vie l'intérêt général, trop de pouvoir monétaire sans contrepartie à Francfort. Les petites rustines à la marge n'ont plus de sens, de même que les « alternances » entre un énarque de centre-droit et un énarque de centre-gauche.

Si vous me laissez extrapoler un peu : nous devrions peut-être demander notre rattachement à la Couronne britannique, car cela nous apporterait :

1/ un régime qui a fait ses preuves, la monarchie constitutionnelle avec un fort exposant parlementaire, un système très majoritaire et le bipartisme : vous me direz que ce n'est pas parfait, mais par rapport à Toutanmakron & ses courtisans...

2/ plus de liberté d'expression, c'est important, c'est d'ailleurs plus important que la démocratie,

-
- 3/ la common law (bon débarras la justice administrative ; les énarques doivent rédiger des notes de synthèse et des courriers diplomatiques, pas juger et gouverner) (bon débarras aussi la tutelle de la CJCE, dont la jurisprudence ne permet concrètement plus les choix souverains),
- 4/ des billets avec le visage de la reine dessus, au lieu des ponts anonymisés et des routes qui ne mènent nulle part avec la signature du président de la BCE,
- 5/ une Europe de la défense avec les anglais, plutôt qu'une Europe de la monnaie sous domination allemande. Au passage (perfidie Albion !), ce changement d'alliance laisserait l'Allemagne toute seule, elle qui va bientôt perdre le gros de son industrie (Elon Musk) et qui sera alors vite la proie d'un autre pays looser, la Russie. Je vais essayer de ne pas pleurer.

Certes, tout n'est pas idéal avec le système britannique, nous l'avons bien vu en 2016 où ils ont manifestement perdu une partie de leur génie institutionnel en confondant majorité simple et majorité qualifiée sur un sujet qui liait les mains des générations futures (comme de vulgaires mitterrandiens de 1991). C'est pourquoi nous pourrions ajouter une petite touche suisse à l'échelle locale, par exemple, pour éduquer et responsabiliser le peuple en attendant d'y voir plus clair. Nous pouvons pas aller trop loin dans cette voie (personne ne pourrait nommer un dirigeant Suisse du XXI^e siècle, ce n'est clairement pas notre caractère national), alors que la tradition d'éloquence parlementaire qui convient à un modèle britannique existait chez nous jadis et pourrait être exhumée avec du travail et un peu de chance.

Quel analyse portez-vous sur la situation politique et économique française actuelle ? L'absence d'un groupe central majoritaire partageant une idée commune sur l'avenir de notre pays est-elle dommageable pour notre démocratie ?

Edouard Husson : Nous sommes à la fin d'un processus de décomposition. Le spectacle auquel nous assistons est terrible. Un président de la République qui fait semblant d'être gaullien, de vouloir remettre son mandat en jeu, mais qui ne cherche pas à rétablir la confiance perdue, juste à être réélu par défaut. Un Premier ministre en sursis qui ne sait pas comment rattraper les gaffes de son Ministre de l'Intérieur, un "fada" bien peu sympathique qui se met toute la police à dos. Une majorité parlementaire qui se fissure de plus en plus. Et les autres partis apparaissent tout aussi impuissants. Alors si l'on veut la société politique ne fait que refléter cet "archipel français" dont parle Jérôme Fourquet. Quand VGE exaltait le centrisme, dans "Démocratie française" (1976), il entendait l'appuyer sur un groupe sociologique en expansion, la classe moyenne. Quand Macron l'a prôné, c'est en s'appuyant sur une minorité de soutiens, sociologiquement parlant. Est-ce à dire pour autant que l'économie détermine la politique ? Au contraire, la décomposition dont nous parlons est le résultat de choix politiques qui relèvent de la démission de la volonté politique.

Christophe Bouillaud : Comme politiste, je ne peux que constater que l'ordre politique déstabilisé en 2017 par l'irruption d'Emmanuel Macron n'est pas vraiment revenu à une nouvelle normalité en 2020. Le Président de la République élu en 2017 applique sans trop d'âme son propre programme, mais il n'a pas de majorité sociale dans le pays pour le soutenir, même s'il a obtenu une écrasante majorité parlementaire en 2017, d'où les crises sociales à répétition depuis son élection, dont les deux plus importantes à ce jour restent la mobilisation des Gilets jaunes en 2018 et le mouvement social contre sa réforme des retraites en 2019.

Quant aux oppositions, elles sont effectivement multiples et divisées, entre l'extrême-droite, la droite dite républicaine, et enfin les gauches et les écologistes. Les anciens clivages n'ont pas disparu complètement, comme celui autour de la place de la morale catholique dans l'organisation de notre vie sociale, et se sont rajoutées à cela de nouveaux clivages autour de nouveaux enjeux, comme par exemple ceux autour de l'écologie, du statut de l'animal et des différentes formes de ce qu'on appelle le « communautarisme ». Surtout, à gauche, en y comprenant les écologistes d'EELV, le camp concerné paraît du coup particulièrement fragmenté du point de vue partisan.

Par ailleurs, effectivement, notre société manque d'un groupe central majoritaire sur l'avenir de notre pays. Cela tient à la fois à des discordances d'intérêts, de valeurs, de perception de l'histoire nationale comme le montre les polémiques montantes sur le « racisme institutionnel » en France, mais aussi plus généralement à une montée d'une incertitude radicale sur l'avenir, proche ou lointain. Pendant le confinement, il a été évident que chaque courant politique voyait l'avenir, « le monde d'après », à sa manière, mais, en même temps, les spécialistes académiques de la prévision – économistes en particulier – se sont mis à douter de tous les modèles connus. Que va-t-il arriver ensuite ? En cette année 2020, la réponse la plus rationnelle commence à être de dire que nul ne sait. Bien sûr, toutes les disciplines scientifiques proposent des modélisations qui permettent de scénariser l'avenir, mais, en même temps, l'incertitude radicale domine. Du coup, à l'échelle d'un pays, il est d'autant plus difficile de se décider sur la voie à suivre.

De fait, en l'absence de ce bloc central majoritaire, de ces « deux Français sur trois » dont se réclamait sans les atteindre toutefois Valéry Giscard d'Estaing en son temps, il est d'autant plus difficile de gouverner. Cet effet de multiplications des clivages est présent partout en Europe, mais il est institutionnalisé, encadré, rationalisé, dans la plupart des pays par des scrutins de nature proportionnelle. Les divers courants d'opinion ont donc tous leurs représentants au Parlement national concerné, et une majorité de ces courants doit forcément former une majorité gouvernementale pour permettre au pays d'avoir un gouvernement. Il faut vraiment, comme en Belgique actuellement, que les clivages soient extrêmement forts pour que la formation d'un gouvernement national s'avère presque impossible. En France, en conservant les rapports électoraux de 2017, on pourrait imaginer toute une série de coalitions, et bien sûr dans aucune d'entre elle, E. Macron chef de LREM, ni nul autre dirigeant d'aucun parti, ne pourrait gouverner seul. Il aurait de vrais alliés et une coalition autour de lui comme A. Merkel en Allemagne.

L'avantage du scrutin proportionnel est qu'elle oblige de fait les partis s'ils veulent gouverner à rechercher leurs points d'accord avec d'autres, et qu'il dégage de fait une majorité sociale.

Mathieu Mucherie : C'est enfoncer une porte ouverte que de dire que la France est, parmi les grandes nations, la plus affectée (avec l'Espagne et l'Italie). A cause de nos autorités : connaître le confinement le plus complet et le plus long n'est pas un signe de sagesse mais une preuve d'échec ; le moindre petit pays asiatique peut nous enseigner bien des choses en épidémiologie préventive, ce qui aurait été jugée loufoque il y a encore quelques années. A cause de nos structures économiques : trop de tourisme, d'aéronautique et d'automobile. (Mais le ver était déjà dans le fruit : avant le Covid, Renault et Peugeot ne valaient déjà plus rien face à Tesla ; moins d'un dixième aujourd'hui, un centième demain). A cause de notre inféodation à Francfort : nous ne maîtrisons plus notre destin monétaire, donc économique, contrairement aux Suisses, aux Anglais, aux Polonais, aux Suédois, etc. Ce qui signifie entre autres choses que notre taux de changes n'est pas là où il devrait être. Et maintenant nous allons dépendre de plus en plus d'un tribunal constitutionnel allemand...

Au fond nous avons deux secteurs : un secteur rentier (fonctionnaires, hôtellerie-restauration, profiteurs de l'immobilier, grosses boîtes soviétisées) qui n'est pas sans utilité mais qui ne génère pas de gains de productivité, et un secteur ouvert, redoutablement efficace (et que Macron prétendait réformer, à défaut de réformer ce qui devrait l'être et qui ne dépendait que de lui...) mais qui doit faire face à la compétition internationale avec de nombreux boulets, dont un euro trop cher. La crise de Covid19 fait encore monter le poids et le coût des dettes, des inactifs et des boulets en proportion du capital productif et imaginatif du pays. Il n'y a pas de mal à distribuer de faux droits, c'est-à-dire des droits qui ne seront pas gagés sur une croissance future crédible, sauf quand on n'a plus d'égout collecteur (une dévaluation) pour les évacuer, ou de mécanisme d'annulation des dettes pour un nouveau départ. C'est pourquoi la France est à la fois en panne et dans une impasse : la question de qui dirige ce bolide, avec quel autoradio et avec une conduite à droite ou à gauche, est assez accessoire.

Ce qui nous conduit à parler de la japonisation en zone euro (notre plafond désormais, c'était encore un scénario plancher il y a 10 ans...) sous l'égide de la BCE. Cette dernière est en train de se transformer en BadBank, parce que la mission initiale (2%/an d'inflation dans la zone) ne l'intéresse plus depuis des années (cette mission supposerait une détente monétaire véritable et continue qu'ils n'ont PAS DU TOUT ENVIE d'administrer, et que de toute façon les allemands n'autoriseraient pas longtemps). Alors au diable la politique monétaire, et vive les petites combines bancaires, créditistes, consanguines, des mines à ciel ouvert pour les conflits d'intérêt. Le lundi, je prête aux banques, qui devront tout redéposer chez moi (TLTRO). Le mardi, je régule les bonus des traders et les produits d'épargne populaire. Le mercredi, je rachète des créances douteuses, en respect des principes de transparence en vigueur à Pyongyang. Le jeudi, je continue en toute impunité à me mêler de ce qui ne me regarde pas, les réformes structurelles des uns, les efforts budgétaires des autres, quand je n'organise pas un séminaire sur les risques-climatiques-dans-un-monde-qui-change. Le vendredi, j'affirme que la question des taux de changes (une affaire so frenchie selon Benoit Coeuré lui-même) n'est jamais débattue à Francfort. Et je garde un peu de place le week-end pour des prévisions truquées avec des courbes d'inflation qui reviennent près des 2% dans deux ou trois ans (on reconnaît leur littérature à ce que tous les verbes qui concernent leurs cibles sont conjugués au futur).

Comment une nation comme la France qui a disserté pendant si longtemps sur la responsabilité, les contre-pouvoirs, la dérive des institutions indépendantes, les affres de la comitologie..., peut-elle avaler autant de bêtises au prétexte que cela fait du bien à court terme à certains de ses intérêts ? Comment ne se rend-elle pas compte que la japonisation peut à la rigueur servir la vieille Allemagne mais certainement pas nos aspirations et celles de nos chères banlieues avec tous ces jeunes entrepreneurs plein de talents qui ne demandent qu'à participer enfin à des commerces légaux ?

Philippe Moreau-Chevrolet : Avec la victoire d'Emmanuel Macron, nous avons vu l'arrivée au pouvoir d'un populiste contrarié ou d'un président hybride qui est un président qui à la fois tient à une forte verticalité et à une forte autorité et à un appareil de la Ve République qui est extrêmement marqué. C'est l'image du président qui remonte les Champs-Élysées en un véhicule militaire. Et d'un autre côté, il a des traits populistes forts. Ses traits populistes sont par exemple le dégagisme. Le fait d'être arrivé au pouvoir en disant « nous allons créer un nouveau monde ». C'est une utopique qui est typiquement populiste.

Le problème qu'il a et qui devient du coup le problème du pays, c'est que dans ces traits et ce côté populiste, il a complètement nié, agressé ou dénué de pouvoir tous les corps intermédiaires qui se sont présentés à lui. Il a voulu avoir un rapport direct avec le peuple. Donc il a éliminé les corps intermédiaires. Il a y compris éliminé les corps intermédiaires dans son propre camp. Au lieu de faire ce qu'il aurait dû faire, ce qui aurait été bien pour lui (se doter d'une garde rapprochée de personnalités forte, créer un parti qui s'implante et qui permette d'avoir des baronnies locales, qui permettent de mener des combats politiques locaux) et tout ça le protégeant, lui permettant à la fois des remontées d'information du terrain pour qu'il puisse faire une décision en étant informé de ce qu'il se passe du côté des Français, lui permettant de faire émerger aussi des talents, d'avoir une espèce de réservoir de talents lui permettant de faire remonter des gens capables. Et puis il y a la troisième utilité d'un parti politique. Contrôler le terrain.

Au lieu d'avoir tout ça, en fait il n'en a pas vu l'utilité, probablement par inexpérience, il a construit un système qui fonctionne complètement autour du chef qui est en lien direct avec les Français. Le problème c'est qu'il le fait en surjouant l'autorité, en surjouant la verticalité, en refusant toute forme d'horizontalité. C'est un président qui ne communique pas directement par Twitter, qui ne communique pas directement par les réseaux sociaux, qui a une communication extrêmement ringarde. On voit que cela s'est prolongé pendant le confinement. Il ne savait pas faire autre chose finalement que des déplacements, que des déclarations solennelles. On a vu assez vite les limites de sa communication là ou des personnes plus expérimentées, comme Edouard Philippe, ont été extrêmement mobiles, ont su adapter des formats de 2h30 sur les chaînes d'info pour rendre compte en direct. C'est très étonnant parce que quand on parle d'un président populiste contrarié et hybride, c'est vraiment ça.

Par ailleurs, on a du côté de la population, l'envie d'une communication directe sans intermédiaire, horizontale avec le politique. Ça c'est bien connecté avec ce qu'a fait Edouard Philippe sur les chaînes d'info pendant le confinement. Mais du coup, ça ne va pas du tout avec ce que fait le président. On a un président qui a détruit les corps intermédiaires, qui s'est complètement mis à nu, qui cherche un lien direct avec le peuple qui ne le trouve pas parce qu'il a pas la capacité de parler aux gens de manière horizontale directe, qui surjoue des rôles historiques qui ne lui conviennent pas comme de Gaulle, Churchill, ça n'a pas de sens. Et d'un autre côté, une population, on l'a vu avec les Gilets jaunes, qui veut un contact horizontal, qui veut qu'on lui parle directement. Quelque part, les deux (la population et le président) pourraient se rencontrer mais la rencontre ne s'est pas faite et maintenant elle s'est transformée en hostilité, voire en combat ouvert.

La démocratie française est donc effectivement déstabilisée. Cela peut avoir des conséquences graves sur le long terme.

Un parti, un candidat capable de construire cette majorité sociologique existe-t-il actuellement ?

Christophe Bouillaud : Effectivement, vous avez raison, ne rêvons pas trop d'une vie politique française régulée par la proportionnelle.

Les deux vieux partis de gouvernement, Les Républicains (LR) et le Parti socialiste (PS), pourraient sans doute reconquérir ce qui constitue tout de même le cœur de la société française, les salariés petits et moyens du privé et du public, s'ils abandonnaient vraiment leur tendance à accepter les voix de ces derniers sans jamais vraiment prendre en compte leurs intérêts. Ce n'est pas seulement la question du pouvoir d'achat, ou bien des impôts, mais celui de la précarité qui menace cette France moyenne. Les politiques, y compris Emmanuel Macron, en sont bien conscients quand ils disent à longueur de temps entendre « protéger », quand

ils redécouvrent tous ces temps-ci la « souveraineté économique ». Or le problème de ces deux grands partis, LR et PS, et aussi de LREM désormais, c'est que leur bilan des quatre dernières décennies est très mauvais du point de vue de ces salariés petits et moyens. Ils n'ont cessé de fait de favoriser leur précarité au nom de la préservation de l'emploi – ce qui constitue pour les personnes ordinaires une contradiction dans les termes. Or, pour l'instant, ni le LR ni le PS n'ont rompu avec les hommes et les femmes qui ont incarné ces idées. Résultat : les Républicains aux Européennes de 2019 n'ont plus que les votes des retraités (catholiques) ayant perdu tout ancrage dans le salariat petit et moyen, et le PS se présentant sous un nom d'emprunt (Place publique) sombre presque. Il me semble que les Républicains, tout au moins leurs chefs actuels, sont incapables de se réinventer en jetant par-dessus bord le néo-libéralisme des plus forts qui ne convient en réalité qu'à très peu d'électeurs – déjà partis du côté LREM en plus. Du côté du PS, Olivier Faure a bien compris sans doute le problème, mais, faute d'un grand charisme personnel, il n'a pas la force de se débarrasser des anciens caciques du PS, dont l'ancien Président Hollande qui représente le pire du pire de ce point de vue. La meilleure contre-publicité qu'on puisse imaginer pour un parti se voulant du côté des salariés ordinaires. Des deux côtés, à droite comme à gauche, il aurait fallu une refondation partisane permettant de faire le ménage des vieilles gloires. Ailleurs en Europe, des partis savent pourtant se débarrasser de leurs anciens pour se repositionner vraiment, pas en France, sauf si ces derniers partent d'eux-mêmes.

A l'extrême-droite et à la gauche de la gauche, le RN et la FI ne peuvent pas par leur positionnement même être une force centrale de rassemblement. Ils peuvent par contre y participer, comme en son temps le PCF dans le cadre de l'Union de la gauche des années 1970. Du coup, les possibilités sont double : soit, à droite, un candidat à la Sarkozy en plus social et national que l'original de 2007 réussit à émerger ; soit, à gauche, un candidat des gauches unies. O. Faure, le patron du PS, semble aller dans cette direction, tout en voyant bien que personne ne s'impose d'emblée. Cela supposerait sans doute des primaires, mais il faudrait espérer que les écologistes et FI se prêtent à l'exercice. A droite, c'est encore pire, car les primaires comme outil de départage des ambitions personnelles sont complètement délégitimées par ce qui s'est passé en 2016-17. C'est une vision sans doute erronée d'ailleurs, car François Fillon l'aurait sans doute emporté s'il n'y avait pas eu le « scandale Pénélope ».

Philippe Moreau-Chevrolet : Oui et non. Non, car ce candidat n'existe pas parce qu'il n'a pas encore émergé. Et oui, car beaucoup de candidats pourraient jouer ce rôle car pour être élu président de la République aujourd'hui, il faut avoir entre 20 et 25% des voix au premier tour, espérer avoir une dynamique de deuxième tour face à Marine Le Pen ou face au Rassemblement national ou face à un candidat populiste et être élu sur cette base-là.

Virtuellement la base électorale d'Emmanuel Macron est extrêmement faible (24% au premier tour). Virtuellement, n'importe quel candidat qui ferait une bonne campagne sur un an peut être avec une expérience politique, avec des soutiens (François Baroin, Xavier Bertrand ou bien Valérie Pécresse) pourrait arriver à incarner cet espace politique là et au moins à être élu président avec la capacité pourquoi pas, disons avec un style plus apaisé, plus moderne, moins ringard, de communication pour arriver à le faire. Je pense que ce n'est pas impossible.

On est dans une impasse politique avec le président actuel mais dont on peut sortir de deux façons. Soit le président comprend qu'il n'est pas Mitterrand, qu'il n'est pas de Gaulle et il faut qu'il sorte de cette incarnation et il s'en sort. Il se réinvente, il se modernise. Soit on a un candidat avec plus d'expérience politique comme un Xavier Bertrand, un François Baroin qui saura le faire. On va trouver une solution de toute façon. Et on peut avoir un Premier ministre comme Edouard Philippe qui finit par s'émanciper et prendre le pouvoir. C'est un chemin qui n'arrive pas normalement sous la Ve République, sauf décès du chef de l'Etat. Là pour le coup par exception on pourrait l'envisager.

L'absence d'un groupe central majoritaire partageant une idée commune sur l'avenir de notre pays est-elle dommageable pour notre démocratie ? Quelles solutions pouvons-nous imaginer afin de reconstruire une majorité sociologique en France ?

Edouard Husson : Il faut commencer par reconstruire politiquement. Le populisme ou le centrisme macronien sont fondés sur le refus de la politique. Cette dernière n'existe, en démocratie, que si les élites se divisent en au moins deux groupes pensant différemment et capables de rassembler autour de leur option une partie significative de la population. Je ne crois pas à la reconstitution d'une majorité sociologique rapidement en France. La reconstruction de l'économie est une tâche de longue haleine. En revanche, on peut imaginer la capacité d'un groupe cohérent, structuré, issu des milieux dirigeants et des classes moyennes, à rassembler le temps d'une élection. Mais pour quoi faire ? On imagine bien le rassemblement d'un populisme de gauche récupéré progressivement par les Verts et par un PS un peu revigoré. Ce sera une coalition stérile, paralysant le pays à coup d'égalitarisme et de tyrannie écologiste. Une sorte de macronisme à la base sociologique élargie. La question c'est pour moi de savoir s'il y aura une coalition constructive en face, rassemblant l'esprit d'entreprise, la capacité à inventer l'Etat de l'ère numérique, le goût de reconstruire un système éducatif, l'envie de comprendre les enjeux du monde et y défendre les intérêts de la France, la défense de notre intégrité territoriale, de nos frontières, le sens de ce qu'exige la constitution d'un capital matériel et immatériel français, le soutien à la démographie, l'amour de la patrie, le souci des permanences et d'une identité française. Appelez cela la droite si vous voulez. C'est surtout la seule chance de reconstituer nos forces et permettre au tissu social de se reconstituer.

Christophe Bouillaud : A mon sens, même si la société française est divisée, comme a entendu le montrer Jérôme Fourquet dans l'Archipel français (Paris : Seuil 2019), il existe des points de rassemblement possible. Les spécialistes des valeurs tendent plutôt à souligner des vastes transformations assez partagées, comme par exemple l'affaiblissement de la pratique et du sentiment religieux chez la majorité de nos concitoyens. L'exercice de la Convention citoyenne sur la transition écologique semble montrer qu'un consensus peut émerger lors des discussions informées entre personnes de bonne foi – ce qui bien sûr constitue un biais de ce genre d'exercice en salle par rapport à la situation sociale réelle où l'automobiliste lambda n'acceptera jamais qu'une piste cyclable le gêne dans son trajet quotidien pour aller travailler.

Il me semble pourtant que l'un des points de convergence n'est autre que cette lutte contre la précarité que j'évoquais plus haut. Il faut arrêter de prétendre que nos concitoyens adorent la flexibilité, l'aventure au coin de la rue, changer d'employeur tout le temps, et du coup ne pas pouvoir faire de projet, fonder une famille par exemple. Il faut donc développer tous les mécanismes qui permettent aux gens ordinaires de se sentir rassuré sur leur avenir. La priorité absolue, c'est donc un marché de l'emploi inclusif. Je suis désolé de devoir le rappeler, mais la raison pour laquelle le libéralisme a été discrédité auprès des électeurs et des intellectuels dans les années 1930 n'est autre que l'existence d'un chômage de masse que les dirigeants libéraux n'arrivaient pas à comprendre ni à juguler. La reconstruction d'après-guerre sous l'égide de Keynes a du coup réussi à éviter ce mal du chômage, tout en préservant la liberté

d'entreprendre. Or, dans notre pays, il augmente de nouveau depuis les années 1970, il se dissimule sous les oripeaux d'une flexibilité de plus en plus répandue. Le demi-million de chômeurs de catégorie A (sans aucune activité) en plus en deux-trois mois, alors même que l'Etat a mis le paquet sur un dispositif de chômage partiel, constitue une bonne illustration de cette précarité. Tant qu'un pouvoir n'arrivera pas à redéfinir un plein emploi sans précarité pour le XXI^e siècle, il n'aura pas durablement une majorité sociologique derrière lui. Désolé du truisme, mais, dans une société d'individus, ces derniers veulent certes être responsables d'eux-mêmes, donc travailler, être utile, mais ils ne veulent pas non plus tomber de haut à la première occasion. Il faut donc des régulations pour répondre à cette demande. Les pouvoirs publics doivent arrêter de faire comme si les chômeurs n'avaient qu'à « traverser la rue » pour trouver du travail, et admettre que l'existence du chômage de masse est un problème de structure générale de l'économie. De ce point de vue, la crise économique provoquée par la pandémie me paraît une bonne piquûre de rappel pour tout le monde : le fait d'avoir ou pas un travail dépend d'abord de considérations qui dépassent de loin les choix individuels. Si tous les restaurants sont fermés, un cuisinier, même en traversant toutes les rues, ne peut pas travailler.

Mathieu Mucherie : Je ne raisonne pas en ces termes, d'autant que votre question me semble naïvement constructiviste et un peu nostalgique d'un passé qui n'a pas existé bien longtemps. Je n'ai pas non plus en tête le « deux français sur trois » de VGE. Les grands partis de masse interclassistes sont à la peine, partout, de plus en plus. L'archipelisation du pays est trop bien lancée. Il n'y a pas de « solutions », alors réfléchissons plutôt aux objectifs : que voulons nous au juste ?

Je veux un écosystème de la pensée critique, pour des institutions à peu près équilibrées à moyen/long terme. Cela suppose une liberté d'expression maximale, des médias qui ne seraient pas détenus par cinq groupes très liés aux commandes publiques, des think tanks qui ne seraient pas que des clubs mondains, etc. Nous pourrions aboutir à un débat public de meilleure qualité, qui ne se limiterait pas à des blitzkriegs médiatiques, à des questions de qui couche avec qui, à des diversions pour ne surtout pas parler des sujets qui fâchent, à des paquets de moraline déversés au moindre début de controverse.

Dans l'idéal, mais je rêve un peu, nous reviendrions au débat de fond entre conservateurs et libéraux, comme dans l'Angleterre de 1900 environ. Nous aurions d'un côté un gros bloc chrétien attaché aux valeurs et à la pérennité des choses, avec un grand ministère de l'esthétique (la beauté sauvera le monde ?) et un autre chargé de limiter les expérimentations génomiques ou transhumanistes, et de l'autre côté des libéraux plus préoccupés de la bonne marche des affaires, c'est-à-dire du libre échange et de la liberté d'entreprendre, si loin de ces pays de primitifs sous-doués où des préfets décident de la date des soldes des magasins. Le premier bloc passerait son temps à relire Chesterton et Belloc en buvant du thé, et le second un peu plus rock'roll du Bastiat ou du Friedman en sirotant du Baileys. Nous aurions de beaux débats (pas sur BFM, qui aura été aboli à la libération) sur les armes à feu, le revenu universel, un jubilé des dettes, l'immigration payante ou la dépénalisation des drogues ; une monnaie tenue par des gens autonomes mais pas indépendants, obligés de respecter une mission et évalués en conséquence par les élus du peuple ; et que Dieu sauve la Reine.

Il n'y aurait certes pas beaucoup de place dans ce cadre pour le socialisme ethnique et transgenre, mais je vous avez prévenu qu'il s'agissait d'une vue assez subjective et un peu old school. J'ai comme l'impression qu'elle n'est pas très partagée, entre ceux qui veulent toujours plus d'un modèle allemand insupportable, ceux qui retiennent du modèle américain le présidentialisme absolu et les cultural studies, ceux qui sont assez désespérés pour croire à la matriarchie suédoise ou au fédéralisme européen (cette très vaste Belgique), etc. Au rythme où vont les choses, 2022 opposera Zemmour à Macron, et 2027 Dieudonné à Sibeth N'Diaye ; peut-être ne méritons-nous pas mieux que cela.

Philippe Moreau-Chevrolet : On pourrait imaginer avoir un candidat 100% populiste. Pas un candidat comme Macron - un président comme Macron qui a des velléités, des traits populistes sur un fond classique - mais un vrai candidat populiste. Quelqu'un qui dirait un peu comme Didier Raoult, qui viendrait de l'élite, qui pourrait séduire une partie de l'élite française, mais qui dirait aussi aux gens, je suis de votre côté, qui roulerait en Dacia Duster et qui pourrait séduire aussi les classes populaires et les Gilets jaunes. La structure d'opinion de Didier Raoult montre que cette possibilité de reconstruire une majorité sociologique existe. Didier Raoult va fédérer à la fois une partie de l'élite, beaucoup d'électeurs de la France insoumise et beaucoup d'électeurs de l'extrême droite, du Rassemblement national. Avec Didier Raoult, on voit que ça fonctionne, il est extrêmement populaire. Il est populiste pourquoi Didier Raoult, parce qu'il a inventé une sorte de mur de Trump qui est la chloroquine, un truc magique qui va nous soigner tous et auquel il prête toutes les vertus. Il ne respecte pas le principe de non-contradiction. Normalement, un discours ne doit pas se contredire. Lui, il va dire par exemple à Apolline de Malherbe que son produit la chloroquine peut guérir les cas graves et puis il va dire le contraire face à David Pujadas. C'est quelqu'un qui accepte de se contredire, qui attaque frontalement l'élite, tout en en faisant partie, ce qui est une position par essence populiste et qui a un vrai impact dans l'opinion puisqu'on voit qu'il a fédéré tout un courant d'opinion avec finalement pas grand-chose. Et qui a une forte présence sur les réseaux sociaux.

Ce type de profil pourrait arriver. On pourrait avoir un candidat politique qui à la fois comprenne le besoin d'horizontalité, de dialogue direct de la population et qui sache y répondre via les réseaux sociaux et quelqu'un qui puisse séduire l'élite parce qu'il viendrait de l'élite, par ce qu'il en ferait partie à la base. On pourrait avoir ce type de profil. Il n'est pas évident à trouver mais c'est faisable.

On peut imaginer aussi qu'un homme politique sache tirer les leçons de la situation actuelle et ait suffisamment de souplesse pour s'attaquer à ça.

Par définition, la Vème République est un espace qui permet les aventures individuelles. Mitterrand est quelqu'un qui est parti de la droite et qui s'est reconstruit, qui est devenu à un moment donné un champion du marxisme avant de devenir un président d'abord de gauche puis un président tutélaire, paternel. Chirac s'est réinventé en candidat anti extrême droite et en champion de la démocratie française alors que c'était au fond d'abord un président de la droite assez arrogante et flamboyante des années 1980-1990. C'était pas quelqu'un qui devait jouer ce rôle-là. Aujourd'hui, c'est le président le plus populaire que le pays ait jamais eu.

Il y a toujours la possibilité d'une écriture individuelle politique. Aujourd'hui elle est rendue plus compliquée parce qu'on ne peut plus jouer la verticalité, l'autorité. Toute l'expérience d'Emmanuel Macron montre ça. On ne peut pas s'habiller en général de Gaulle. Ça ne fonctionne plus. Il faut inventer un nouveau rapport au peuple. Tout le jeu des candidats dans la période va être cette capacité d'inventer ou non un rapport au peuple qui à la fois soit horizontal, direct, dans un contact avec les Français, qui à la fois puisse être dans une forme d'autorité avec eux mais d'autorité naturelle, l'autorité reconnue. Qui puisse en même temps parler aux élites, qui puisse ne pas les aliéner, qui puisse les assurer de les embarquer avec soi. Ce profil on voit qu'il existe puisqu'on a Didier Raoult. Maintenant il nous reste à trouver ça en politique. C'est pas évident mais c'est possible. Cette complexité que l'on a là montre bien à

quel point la démocratie française a changé et à quel point au fond on est traversé par les mêmes courants que les autres pays. On voit bien que le courant populiste est en train de changer notre rapport à la politique. Et c'est ça que paradoxalement que n'a pas compris Emmanuel Macron. Macron a utilisé les outils populistes pour se faire élire (la promesse du nouveau monde, le déagisme, la démocratie directe avec le tirage au sort...). Il a une batterie d'outils populistes. Sibeth Ndiaye qui est par définition une porte-parole populiste. Et le rapport agressif à la presse est par essence un trait populiste. Donc il a une batterie d'outils populistes. Par éducation, par goût personnel, par culture, il n'est pas populiste. Il n'est pas allé jusqu'au bout de l'exercice. Son impasse actuelle, c'est le rapport au peuple. C'est ça son problème.

On peut imaginer qu'un président plus moderne, qui comprenne les réseaux sociaux et qui les utilise, qui comprenne ou en est la situation du peuple français, qui ne cherche pas à être autre chose que ce qu'il est profondément, qui ne se déguise pas, qui ne soit pas un président acteur de théâtre mais un président véritablement intéressé par la politique, on peut imaginer que ce candidat là arrive. C'est un vrai défi.